

Tribune - Les dangers sémantiques du "sociétal"

Author : Rédaction RC

Categories : [Points non négociables](#)

Date : 3 octobre 2016



Insidieusement, en adoptant le vocabulaire des partisans de la « politique sociétale » – qui abrite en fait la révolution anthropologique mondialiste hostile à la nature humaine et à son Créateur –, notre combat théorique perd en cohérence et en efficacité. Il se joue en effet aussi sur le terrain sémantique.

Nous nous accoutumons un peu trop facilement à l'usage de l'adjectif « sociétal » (questions sociétales, politique sociétale...), couramment employé dans le langage politique contemporain. Si l'on considère que le vocabulaire est un puissant vecteur de circulation et d'intériorisation des concepts, il importe de s'interroger sur le bien-fondé de l'emploi de termes qui abondent dans la vie politique. Comme nous pensons avec des mots, l'idéologie progresse toujours par la subversion du langage et l'usage d'innovations lexicales riches de sens.

Deux significations

Au premier degré de l'analyse, ce néologisme revêt deux significations. Tout d'abord, il différencie les objectifs politiques qu'il désigne de ce que l'on appelle depuis longtemps la « question sociale ». Cette dernière expression correspond aux considérations économiques, au sort des plus démunis, ou de la classe ouvrière opprimée dans une logique marxiste classique. On devine alors que les « questions sociétales » n'entretiennent pas de relation ténue avec une doctrine économique. Le glissement de la gauche sociale à la gauche sociétale entérine dans le

langage l'abandon de la politique économique traditionnelle du socialisme. Ensuite, nous observons que le mot « sociétal » désigne les décisions gouvernementales qui concernent le plus souvent l'anthropologie et la nature humaine. À titre d'exemple, citons la dénaturation du mariage, la GPA, la PMA, le Genre. On comprend alors que du point de vue de l'efficacité politique, « politique sociétale » soit un euphémisme plus rassurant que « création d'un homme nouveau », « révolution anthropologique », « déconstruction de l'humain », etc. Certes, nous rencontrons de tels énoncés plus directs et explicites dans les débats d'idées (pensons au transhumanisme), mais plus rarement de la part des politiques.

Ce constat étant fait, puisque la politique investit l'anthropologie, il en ressort que les gouvernants quittent la sphère du politique pour se substituer à la nature et à son Auteur. Cette substitution engendre une subversion des principes et des institutions les plus élémentaires du droit naturel : la distinction homme/femme, le mariage, la filiation, la fécondité, c'est-à-dire tout ce que nous voyons appliqué aujourd'hui par nos gouvernants. Chez les grandes prêtresses du Genre, le mot anthropologie est d'ailleurs honni.

Une sociologie marxiste

Mais pourquoi employer l'adjectif « sociétal » ? Au-delà de l'évident intérêt de l'usage d'un euphémisme, la raison réside dans les mutations idéologiques des dernières décennies, plus précisément dans l'hégémonie de la sociologie ancrée dans la pensée marxiste. Puisque la nature n'existe pas, tout est social ou tout est culturel, mais cette dernière expression est devenue moins usuelle. Nos comportements, nos croyances, nos goûts, nos convictions, notre conception de la famille et de la sexualité résultent de déterminismes sociaux dont nous intériorisons inconsciemment les règles. Mais fort heureusement, la société évolue sous l'effet du progrès, déroulant ses bienfaits grâce aux luttes émancipatrices, aujourd'hui celle des femmes contre les méchants hommes, ou encore le rejet de l'identité sexuée imposée dès la naissance par les stéréotypes sociaux dont il faut impérativement se défaire. L'absence d'ordre naturel, de bien et de juste en soi, justifie l'évolution non seulement des règles et des institutions mais aussi de la *phusis* propre à l'homme lui-même. Dire qu'une institution ou qu'une pratique est sociétale tend à la dénaturer.

Selon cette logique, omniprésente dans l'idéologie du Genre, les hommes ont déclaré « naturelles » leurs pratiques de domination, à seule fin d'empêcher leur remise en cause car le camouflage de la nature leur donne une dimension intemporelle définitive. De manière générale, toute allusion au caractère « naturel » révèle l'existence d'une violence dominatrice qu'il convient de combattre dans une perspective émancipatrice. Nous n'avons pas suffisamment compris depuis quarante ans cette mutation idéologique qui fait de la nature humaine l'ennemi numéro un. Si la volonté de créer un homme nouveau n'est certes pas nouvelle, les modalités de cette révolution ont évolué avec le temps. L'engagement constant de l'État dans les « questions sociétales » résulte d'une volonté idéologique et non d'un enfumage politique dû à l'omnipotence des institutions européennes contraignant l'État français à l'inaction dans ses domaines de compétence traditionnelle.

Une idéologie envahissante

D'ailleurs, ces « questions sociétales » sont également au cœur de l'action des institutions supranationales, principalement de l'Onu. Cette idéologie étend aujourd'hui ses tentacules à l'échelle du monde entier. C'est le visage contemporain de la Révolution, dont l'objectif est le renversement de l'ordre naturel et divin. Remarquons au passage que la réduction constante, voire l'abandon, de la place accordée aux lettres classiques et aux langues anciennes, grec et latin, facilite grandement l'imprégnation de ce sociologisme dans les mentalités. En effet, rien de tel que la lecture des auteurs classiques pour se rendre compte à quel point la nature humaine ne change pas. Malgré plus de deux mille ans d'écart, les hommes rencontrent les mêmes difficultés, y compris politiques, cherchent à répondre aux mêmes questions et connaissent les mêmes passions.

Ainsi, on est en droit de se demander si, de notre part, l'utilisation sans nuance ou mise en garde de l'expression « questions sociétales » pour désigner ce qui relève en réalité de la nature conduit, au moins dans le discours, à se placer sur le terrain intellectuel défini par les adversaires déclarés de la nature humaine. À partir de là, il devient plus difficile de mener un combat théorique cohérent, puisqu'une étape a été franchie, celle de l'acceptation des termes de la dispute intellectuelle fixés par le camp opposé. Quant au grand public, en s'habituant à l'usage des termes, il intègre progressivement les concepts sous-jacents.

Pour parer avantageusement à ces inconvénients, mieux vaut parler explicitement de « révolution anthropologique » ou de « questions anthropologiques » que le pouvoir politique se croit autorisé à modifier. Ce combat sémantique est à notre portée.

Joël Hautebert

[Ce billet a été publié dans L'Homme Nouveau, je commande le numéro](#)